



Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale

1^{er} mars 2012

Français

Original : anglais

Bureau de l'Assemblée générale

Compte rendu analytique de la 2^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 8 novembre 2011, à 9 h 30

Président : M. Al-Nasser (Président de l'Assemblée générale). (Qatar)

Sommaire

Organisation de la soixante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale,
adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour
(suite)

Demande d'inscription d'une question additionnelle présentée par le Togo

*Demande d'inscription d'une question additionnelle présentée
par le Secrétaire général*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-58379X (F)



Merci de recycler 

La séance est ouverte à 9 h 45.

Organisation de la soixante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (suite)

Demande d'inscription d'une question additionnelle présentée par le Togo (A/66/232)

1. **Le Président** appelle l'attention sur la demande présentée par le Togo concernant l'inscription à l'ordre du jour de la présente session d'une question additionnelle intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique et monétaire ouest-africaine » (A/66/232). Le représentant du Togo a demandé de prendre la parole devant le Bureau conformément à l'article 43 du Règlement intérieur.

2. *À l'invitation du Président M. Menan (Togo) prend place à la table du Bureau.*

3. **M. Menan** (Togo) dit que la demande présentée par la délégation du Togo au nom des huit États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) reflète leur volonté maintes fois exprimée de faire de cette institution une organisation économique régionale résolument tournée vers le monde extérieur et qui entretienne des relations soutenues avec les autres entités internationales. L'octroi du statut d'observateur à l'UEMAO auprès de l'Assemblée générale représentera un appui supplémentaire pour les États de cette institution dans leurs efforts d'intégration sous-régionale ainsi que dans le processus de promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique de l'Ouest.

4. L'UEMAO a été créée le 11 janvier 1994 dans le but de réaliser une coopération économique étendue, d'instaurer la prospérité dans la région et de promouvoir des relations d'amitié et de bon voisinage entre les États membres et tous les pays de la sous-région. Elle correspond aussi à la relance du processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, l'idée fondamentale étant que l'intégration régionale et l'unité sont la seule voie d'un développement harmonieux et équilibré des activités économiques des États membres ainsi que le gage de leur indépendance économique qui leur permettront de parvenir à une amélioration aussi rapide que possible du niveau de vie de leurs populations. Au-delà des objectifs généraux recherchés à travers tout processus d'intégration

régionale l'UEMAO poursuit un certain nombre d'objectifs spécifiques auxquels les États membres ont souscrit après avoir réaffirmé, dans le préambule du Traité de Dakar, entre autres, leur attachement aux objectifs de la Communauté économique africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

5. Les États membres de cette institution souhaitent participer à des mécanismes propres à raffermir les rapports de coopération internationale comme moyen d'accélérer leur développement économique, monétaire et social. C'est dans cette optique qu'ils ont toujours voulu que l'UEMOA devienne une organisation régionale entretenant des rapports avec les organismes et organes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'Assemblée générale. L'UEMOA a déjà obtenu le statut d'observateur permanent auprès du Conseil économique et social, auprès de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et de l'Organisation mondiale du commerce, et a signé également des accords de coopération avec l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ainsi qu'avec l'Organisation mondiale de la santé animale.

6. Lors de la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement tenue à Lomé le 30 mai 2011, les États membres ont décidé d'étendre les domaines d'action de l'UEMOA aux affaires politiques, à savoir le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales, afin de faciliter la réalisation harmonieuse de ses initiatives et projets. Le Togo qui est actuellement Président en exercice de l'UEMOA a également été chargé d'identifier les moyens concrets de coopération avec d'autres organismes, en particulier l'Union africaine et la CEDEAO en vue d'établir la synergie nécessaire à une action concertée s'agissant de ces nouveaux champs d'activité.

7. L'intervenant est convaincu que le Bureau non seulement décidera de faire droit à la demande d'inscription de la question à l'ordre du jour de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale mais veillera également à ce qu'elle soit examinée par la Sixième Commission. À cette fin la Sixième Commission devrait, le cas échéant, se voir allouer le temps supplémentaire nécessaire à l'examen de cette question additionnelle.

8. **M. Salinas Burgos** (Chili) prenant la parole en sa qualité de Président de la Sixième Commission pour la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, rappelle le grand nombre de points de l'ordre du jour consacrés à des demandes d'octroi du statut d'observateur déjà attribués à cette Commission au cours de la présente session. Durant les débats de la Commission, diverses délégations ont souligné que l'analyse juridique de chaque demande exigeait plus de temps compte tenu des critères à remplir pour obtenir le statut d'observateur, y compris ceux qui sont énoncés dans la décision 49/426 de l'Assemblée générale du 9 décembre 1994. En conséquence, bien que de telles demandes fassent l'objet d'intenses discussions durant la session, tant dans les réunions formelles que dans les consultations informelles, les délégations ont maintes fois fait savoir qu'elles n'étaient pas prêtes pour leur donner suite au cours de la présente session. Par ailleurs, la demande déposée par le Togo a été reçue très tard dans la session, alors qu'il ne restait plus qu'une seule séance officielle à la Sixième Commission qui risque par conséquent de ne pas avoir le temps d'examiner cette demande aussi bien sur le plan de la procédure que sur le fond. Il serait donc logique d'inscrire la nouvelle question à l'ordre du jour de la soixante-septième session de l'Assemblée générale.

9. **M. Körösi** (Hongrie) dit que la délégation hongroise appuie sans réserve la demande présentée par le Togo et suggère que la question additionnelle soit inscrite à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale. Du fait que les organisations d'intégration régionale contribuent de manière positive à la sécurité et à la prospérité de leurs régions respectives, il n'appartient pas au Bureau de statuer sur les mérites de telle ou telle de ces organisations mais plutôt de décider si la question additionnelle doit être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, pour examen. La délégation hongroise ne voit nulle raison de refuser cette demande. Si la volonté nécessaire existe on trouvera toujours le temps d'examiner positivement la demande d'octroi du statut d'observateur.

10. **M. Zinsou** (Bénin) soulignant l'importance de l'UEMOA pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest fait valoir que la décision de cette organisation d'étendre ses domaines d'action aux affaires politiques doit particulièrement susciter l'intérêt de l'Assemblée générale. Il ne sera pas difficile d'évaluer le bien fondé

de la demande, sachant que l'UEMOA est une organisation intergouvernementale qui, de prime abord, remplit toutes les conditions nécessaires à l'obtention du statut d'observateur. De toute manière, le Bureau doit simplement décider s'il veut recommander l'inscription d'une question additionnelle à l'ordre du jour de la session en cours, ce que la délégation du Bénin appuie sans hésitation.

11. Quant à la proposition de reporter l'examen de la question à la soixante-septième session de l'Assemblée générale, l'intervenant tient à souligner que l'établissement du calendrier d'examen des points de l'ordre du jour ne doit pas constituer une raison d'empêcher l'Assemblée générale d'accorder toute l'attention voulue aux préoccupations des États Membres. Considérant que les organes des Nations Unies ont vocation de s'acquitter des mandats qui leur sont confiés, et que la Sixième Commission a pour mandat d'examiner les demandes d'octroi du statut d'observateur, il importe de prendre une décision sur la question en cause, au niveau approprié et sans délai.

12. **M. Khazace** (République islamique d'Iran) déclare que la délégation iranienne appuie la proposition présentée par le Togo. Puisque le Bureau est tout simplement appelé à décider de recommander l'inscription du point en cause à l'ordre du jour de la présente session, il ne voit aucune raison de retarder cette décision. Il estime par ailleurs que faire droit à cette demande serait pour la communauté internationale un moyen d'aider à promouvoir le développement et l'intégration économique de la région africaine, et en particulier des États membres de l'UEMOA.

13. *Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour de la soixante-sixième session, sous le titre I, la question additionnelle intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique et monétaire ouest-africaine ».*

14. *Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'attribuer la question additionnelle à la Sixième Commission.*

15. *M. Menan (Togo) se retire.*

Demande d'inscription d'une question subsidiaire additionnelle présentée par le Secrétaire général (A/66/233)

16. **Le Président** appelle l'attention sur la demande présentée par le Secrétaire général en vue de

l'inscription à l'ordre du jour de la présente session, sous le point 115, intitulé « Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations », d'une question subsidiaire additionnelle intitulée « Nomination de membres de la fonction publique internationale » (A/66/233).

17. *Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour, sous le point 115, intitulé « Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations », une question subsidiaire additionnelle intitulée « Nomination de membres de la fonction publique internationale ».*

18. *Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale que cette question subsidiaire additionnelle soit attribuée à la Cinquième Commission.*

La séance est levée à 10 h 10.